

529793

NOTE BIO (80) 410 AUX BUREAUX NATIONAUX
CC AUX MEMBRES DU GROUPE ET A MM LES ASSISTANTS DG I ET VIII

OBJET : RENDEZ VOUS DE MIDI DU 17.10.80 (C. BOON)

432

INFORMATION ECRITES :

- CALENDRIER
- STATISTIQUES SOCIALES SEPT. 1980
- IP 245 : SEMINAIRE SUR LES BESOINS ENERGETIQUES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT
- COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL SUR L ENERGIE ET LA POLITIQUE ECONOMIQUE (COM (80) 583 FINAL)

VEUILLEZ NOTER QUE LE RAPPORT ECONOMIQUE ANNUEL (COM (80) 596) COMPORTE UNE ERREUR PAGE 4 DANS LE TABLEAU, DERNIERE LIGNE : LE CHIFFRE PREVISIONNEL POUR LA CROISSANCE DU PIB EN VOLUME EN 1981 N EST PAS 0,8 MAIS 0,6, CHIFFRE REPRIS DANS LA P-89.

INFORMATIONS ORALES :

- REUNION ET AVIS DU COMITE CONSULTATIF CECA DU 16.10.80 (P. VAN ENK, VOIR NOTE BIO SEPARÉE)
- PREPARATION DU CONSEIL ECO-FIN DU 20 OCTOBRE 1980, 14.30 H, A LUXEMBOURG. (C. BOON)

QUATRE POINTS SONT A L ORDRE DU JOUR :

A. RAPPORT DU COMITE MONETAIRE SUR LE RECYCLAGE

■-----
DEBUT JUIN, SUR MANDAT DU ■■■ CONSEIL, LE COMITE MONETAIRE AVAIT ETABLI UN AVIS SUR LES ACTIONS QUE LA COMMUNAUTE POURRAIT ENTREPRENDRE DANS LE DOMAINE DU RECYCLAGE.

LORS DE SA SESSION DU 9 JUIN, LE CONSEIL AVAIT INVITE LE COMITE A APPROFONDIR L EXAMEN DE CERTAINES QUESTIONS TANT SUR LE PLAN DES MECANISMES COMMUNAUTAIRES QU INTERNATIONAUX.

C EST LE RAPPORT DES TRAVAUX QUI ONT ETE POURSUIVIS DEPUIS LORS QUI SE TROUVERA LUNDI SUR LA TABLE DU CONSEIL.

CE RAPPORT ABORDE EN PREMIER LIEU LA QUESTION DE L AMENAGEMENT DU MECANISME DES EMPRUNTS COMMUNAUTAIRES ETABLI PAR REGLEMENT DU CONSEIL DU 17 FEVRIER 1975.

L OBJECTIF EST DE RENDRE LE MECANISME PLUS SOUPLE QUANT A SA MISE EN OEUVRE ET QUANT A SA GESTION, ET PLUS EFFICACE QUANT A LA CONTRIBUTION QU IL PEUT APPORTER A LA CORRECTION DES DEFICITS EXTERIEURS QU IL S AGISSE DE FINANCEMENT OU D A JUSTEMENT.

////

NNNN

GPP

MME BOON

B 1/13

7596

17.10.80

X

X

517928

M. SANTARELLI

P1

517928

SUR BASE DU RAPPORT DU COMITE MONETAIRE, LE CONSEIL DEVRAIT ADOPTER LUNDI UN CERTAIN NOMBRE D'ORIENTATIONS ET DEMANDER A LA COMMISSION DE LES TRADUIRE DANS UN TEXTE QUI MODIFIERAIT LE REGLEMENT DE 1975.

LE RAPPORT ABORDE EN SECOND LIEU D'AUTRES ASPECTS DU RECYCLAGE TELS PRINCIPALEMENT QUE LE ROLE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET LE FINANCEMENT DES PAYS TIERS, LESQUELS AUTRES ASPECTS FERONT L'OBJET D'UN DEBAT.

B. COMMUNICATION DE LA COMMISSION CONCERNANT L'ENERGIE ET LA POLITIQUE ECONOMIQUE (COM(80) 583 FINAL)

LE DOCUMENT ADOPTE PAR LA COMMISSION LE 15 OCTOBRE FERA L'OBJET D'UN DEBAT AU CONSEIL.

C. NIC

LE CONSEIL ECO/FIN DU 15 JUILLET DERNIER A AUTORISE UNE DEUXIEME TRANCHE D'EMPRUNTS DE 500 MUCE ETANT PRECISE QUE 400 MUCE DEVAIENT ETRE UTILISES SUIVANT LES MEMES CRITERES QUE LA PREMIERE TRANCHE. LE CONSEIL DEVRA DECIDER LUNDI SI LES 100 MUCE RESTANT PEUVENT ETRE UTILISES DANS LE CADRE D'UN DOMAINE ELARGI AUX LOGEMENTS ET AUX USINES CONSTRUITES EN VUE DE BESOINS FUTURES COMME LE PROPOSE LA COMMISSION.

D. ARRANGEMENT SUR LES CREDITS A L'EXPORTATION BENEFICIANT DE SOUTIEN PUBLIC

LES NEGOCIATIONS SUR LE CONSENSUS ONT REPRIS AU SEIN DE L'OCDE DEBUT OCTOBRE, LE BUT ETANT DE PARVENIR A UN ACCORD A LA FIN DE L'ANNEE. LE CONSEIL DOIT ARRETER UNE POSITION COMMUNE EN CE QUI CONCERNE LA MODIFICATION DES TAUX D'INTERETS MINIMA APPLIQUES A CES CREDITS. LE DEBAT AURA POUR OBJET DE TROUVER UN TERRAIN D'ENTENTE ENTRE LES PARTISANS D'UNE FORMULE DE VARIATION AUTOMATIQUE DES TAUX AU DEPART DE PARAMETRES A DEFINIR PAR SUITE ET CEUX QUI SONT OPPOSES A TOUTE FORMULE AUTOMATIQUE ET QUI SONT DONC PARTISANS D'UNE RENEGOCIATION ANNUELLE DES TAUX.

(DIS : EN FAIT SEULE LA DELEGATION FRANCAISE S'OPPOSE A UNE FORMULE DE VARIATION AUTOMATIQUE DES TAUX. FIN DIS)

CONFERENCE DE PRESSE DE MONSIEUR PADOA-SCHIOPPA (C. BOON)

VOIR NOTE BIO SEPARÉE

////

NNNN

48-000
506770

506770

- NEGOCIATIONS AVEC LE CAEM (M. VASEY)

■ -----
UN NOUVEAU ROUND DE NEGOCIATIONS AU NIVEAU DES EXPERTS S'EST
DEROULE A GENEVE LES 15 ET 16 OCTOBRE. LA DELEGATION DE LA
COMMISSION ETAIT CONDUITE PAR M KAWAN, CONSEILLER PRINCIPAL A
LA DG I, ET CELLE DU CAEM PAR M NYERGES (HONGRIE). POUR VOTRE
INFORMATION ON A APPROFONDI LES POINTS DE DIVERGENCE QU'EN
AVAIT DEJA EXAMINES LORS DE LA RENCONTRE PRECEDENTE. SUR
CERTAINS POINTS ON A FAIT QUELQUES PROGRES, PAR EXEMPLE SUR LES
CONTACTS. SUR D'AUTRES POINTS ON A DE NOUVEAUX DOUTES. PAR
EXEMPLE, LE CAEM INSISTE SUR LA COMMISSION MIXTE ET SUR LA
SUPPRESSION IMMEDIATE DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES QUE LA CEE
VEUT TRAITER SUR LE PLAN BILATERAL. D'AUTRE PART, LA DELEGATION
DU CAEM S'EST MONTREE RETICENTE CONCERNANT L'ECHANGE
D'INFORMATIONS QU'ELLE CONSIDERENT COMME SECONDAIRE. EN CE QUI
CONCERNE LE PRINCIPLE DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE, ■ SUR
LAQUELLE LE CAEM AVAIT BEAUCOUP INSISTE, LORS DE LA PRECEDENTE
REUNION, LES DEUX DELEGATIONS ONT PROCEDÉ A UN EXERCISE DE
CLARIFICATION, NOTAMMENT SUR LE PLAN JURIDIQUE. JE VOUS RAPPELLE
QUE SI LA CEE EST PRETE A INCLURE UNE REFERENCE A CE PRINCIPLE
DANS L'ACCORD GLOBAL, ELLE FAIT VALOIR QUE L'APPLICATION DE CE
PRINCIPLE ET LA DEFINITION DES DROITS ET OBLIGATIONS RECIPROQUES
DOIVENT FAIRE L'OBJET DE NEGOCIATIONS BILATERALES DIRECTES AVEC
LES PAYS MEMBRES DU CAEM. A L'ISSUE DES DISCUSSIONS, LA
DELEGATION DE LA CEE A INDIQUE SA DISPONIBILITE A REPRENDRE LA
NEGOCIATION DANS LE MEME CADRE EN JANVIER. LA DELEGATION DU
CAEM FERA CONNAITRE SA REPOSE ULTERIEUREMENT.

AMITIES, M. SANTARELLI
NNNN



NNNN